

Macron tempère les ardeurs de la Serbie pour entrer dans l'Union

UE La France, amie historique de la Serbie, insiste pour que le problème du Kosovo soit résolu auparavant.

Le président français Emmanuel Macron a averti mardi que la Serbie n'entrerait pas "automatiquement" dans l'Union européenne en 2025, date évoquée pour son adhésion, et qu'elle devrait au préalable remplir un certain nombre d'engagements. *"Je ne pense pas qu'il faille voir cette date comme un critère automatique"*, a-t-il dit lors d'une conférence de presse commune avec son homologue serbe Aleksandar Vucic à l'Élysée.

"Si rien n'est fait de ce qui a été décidé dans le programme [de négociations] d'ici à 2025, la Serbie n'a aucune chance d'entrer dans l'Union européenne", a-t-il souligné. Il ne s'agit pas de *"cocher des cases avec une date en disant 'en 2025, on rentre forcément'"*, a ajouté le président français, qui se rendra en Serbie en 2018.

Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker avait évoqué en novembre une adhésion de la Serbie et du Monténégro, pays les plus avancés dans les négociations, à l'horizon 2025.

Le président serbe déterminé à réussir

"Nous devons comprendre une chose. Nous ne pourrions pas adhérer avant de régler la question avec Pristina, avant de réformer notre système judiciaire, de régler les questions de l'Etat de droit et tout le reste... Est-ce que nous allons y arriver?"

"Je vais me battre pour y arriver", a répondu Aleksandar Vucic.

Le président serbe a félicité par ailleurs la France pour sa victoire face à la Croatie en finale de la Coupe du monde de football. *"Force est de constater que la Serbie, le peuple serbe partagent avec vous la joie de cette grande victoire"*, a-t-il dit en français.

L'UE exige des relations normalisées entre la Serbie et le Kosovo, qui aspirent tous deux à l'adhésion. Dix ans après sa proclamation, une souveraineté du Kosovo reste un tabou politique en Serbie, qui a inscrit dans sa Constitution sa tutelle sur son ancienne province albanaise.

"Je vais me battre pour y arriver."

Aleksandar Vucic

Le président serbe est déterminé à mener à bien les engagements du pays nécessaires à l'adhésion.

Réformer l'UE avant d'élargir

Le président français a aussi insisté sur la nécessité de réformer l'UE avant tout élargissement. *"On ne rend service à personne en considérant que l'Union européenne, qui fonctionne déjà mal, a vocation à"*

s'élargir constamment sans rien changer de ses règles", a relevé Emmanuel Macron.

"L'Union européenne à 28, ça marche mal parce qu'il y a beaucoup de divergences [...] qu'elle procède de manière très intergouvernementale avec des gens dont les positions se sont éloignées et une pratique du consensus qui fait que celui qui bloque a raison sur les autres", a-t-il pointé.

Comme d'autres, la France considère que les adhésions rapides accordées ces quinze dernières années à des pays d'Europe de l'Est sont l'une des causes des difficultés actuelles de l'Union. En avril, la Commission européenne a proposé d'ouvrir les négociations avec l'Albanie et la Macédoine, malgré la réticence de pays comme la France ou l'Autriche. (AFP)